

**Unité bidépartementale
Eure Orne**

Nos références : 61 / 2024 – 008
Mél : ubdeo.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr
Tél : 02 33 32 50 93

Alençon, le xx/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/12/2023

Contexte et constats

VISSERIAS ASSAINISSEMENT

Le Bourg
61200 Écouché-les-Vallées

Code AIOT : 0005302802

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/12/2023 dans l'établissement VISSERIAS ASSAINISSEMENT implanté Chemin rural n° 3 dit de la Croix Percée 61200 Écouché-les-Vallées. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VISSERIAS ASSAINISSEMENT (Plateforme de Fontenai sur Orne)
- Chemin rural n° 3 dit de la Croix Percée 61200 Écouché-les-Vallées
- Code AIOT : 0005302802
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La plate-forme de Fontenai sur Orne sise sur la commune d'Écouché-Les-Vallées est utilisée pour le transit et le regroupement de déchets collectés par la société Visserias Assainissement, et les autres sociétés gérées par M. Piraud : LJME, Jan, Ecodis, Sanor, Gaurit, JBA et Lecorps services.

Les installations sont autorisées par arrêté préfectoral du 14 août 2000, complété à plusieurs reprises par arrêtés complémentaires, en particulier l'arrêté du 25 avril 2018 qui actualise les activités de gestion de déchets autorisées bénéficiant de l'antériorité au titre des rubriques ICPE déchets créée en avril 2010.

Trois types de déchets sont réceptionnés sur le site :

- déchets non dangereux d'assainissement, correspondant aux matières de vidange des dispositifs d'assainissement non collectif ;
- déchets dangereux d'assainissement, correspondant aux matières pompées dans les séparateurs d'hydrocarbures, les bassins industriels, etc. ;
- déchets industriels dangereux.

La société Visserias Assainissement est déclarée auprès de la préfecture de la Mayenne (département correspondant à l'adresse de son siège social) pour les activités de transport de déchets dangereux et non dangereux. Elle dispose également d'un arrêté préfectoral d'agrément du 22 mars 2022 pour ses activités de collecte de matières de vidange.

Cette inspection a été réalisée de façon inopinée.

Thèmes de l'inspection :

- Contrôle par sondage du respect des prescriptions applicables

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|---|--|-----------------------|
| 1 | Périmètre de l'ICPE | AP Complémentaire du 25/04/2018, article 1.4.2 | Amende, Mise en demeure, dépôt de dossier Demande 1 | 15 jours |
| 2 | Situation administrative | AP Complémentaire du 19/05/2021, article 1.1 | Demande 2 | 2 mois |
| 3 | Organisation de l'établissement, stockages non autorisés | Arrêté Préfectoral du 25/04/2018, article 1.4.3 | Mise en demeure, respect de prescription Demande 3 | 15 jours |
| 4 | Surveillance des installations | Arrêté Préfectoral du 25/04/2018, article 2.1.2 | Mesures d'urgence, Mise en demeure, respect de prescription Demande 4 | 15 jours |
| 5 | Contrôle des accès | Arrêté Préfectoral du 25/04/2018, article 8.1.4 | Mesures d'urgence, Mise en demeure, respect de prescription Demande 5 | 15 jours |
| 6 | Inventaire | Arrêté Préfectoral du 25/04/2018, article 8.1.2 | Mesures d'urgence, Mise en demeure, respect de prescription Demande 6 | 15 jours |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 7 | Étanchéité des fosses, cuves et cases de stockage | Arrêté Préfectoral du 25/04/2023, article 9.2.3.6 | Mesures d'urgence, Mise en demeure, respect de prescription, Prescriptions complémentaires Demande 7 | 15 jours |
| 8 | Réseau de collecte des effluents liquides | Arrêté Préfectoral du 25/04/2018, article 4.2.3 | Mesures d'urgence, Mise en demeure, respect de prescription Demande 8 | 2 mois |
| 9 | Moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Préfectoral du 25/04/2018, article 8.2.3.2 | Mesures d'urgence, Mise en demeure, respect de prescription, Prescriptions complémentaires Demande 9 | 15 jours |
| 10 | Confinement des eaux d'extinction d'un incendie | Arrêté Préfectoral du 25/04/2018, article 8.5.2 | Mesures d'urgence, Mise en demeure, respect de prescription Demande 10 | 2 mois |
| 11 | Plan des réseaux | Arrêté Préfectoral du 25/04/2018, article 4.2.2 | Mise en demeure, respect de prescription Demande 11 | 2 mois |
| 12 | Rejets d'effluents liquides | Arrêté Préfectoral du 25/04/2018, article 4.3.5 | Mise en demeure, dépôt de dossier Demande 12 | 15 jours |
| 14 | Conformité des filières d'élimination | Arrêté Préfectoral du 25/04/2018, article 5.1.4 | Mise en demeure, respect de prescription Demande 13 | 15 jours |
| 15 | Traçabilité des déchets | Arrêté Préfectoral du 25/04/2023, article 9.1.2.3 | Mise en demeure, respect de prescription Demande 14 | 15 jours |
| 16 | Épandage | Arrêté Préfectoral du 25/04/2018, article 5.1.8.2 | Mise en demeure, respect de prescription Demande 15 | 2 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------------------|---|-------------------|
| 13 | Registre des déchets entrants | Arrêté Préfectoral du 25/04/2023, article 9.1.2.1 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection a conduit à constater de nombreuses non-conformités majeures, qui traduisent un défaut général dans le suivi de l'exploitation des installations (absence de personnel en permanence sur le site, épandage de déchets en dehors des installations, inétanchéité des ouvrages de stockage de déchets dangereux, défaut d'entretien des installations, absence d'inventaire des stocks de déchets à jour, insuffisance des moyens de lutte en cas d'incendie, absence de moyens de confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie, etc.). Certaines non-conformités ont déjà été constatées lors d'inspections précédentes. L'exploitant avait apporté les éléments justifiant de la mise en conformité des installations, qui n'ont manifestement pas été maintenus dans le temps.

Au regard du nombre de non-conformités, de leur nature, de leur persistance et des enjeux environnementaux associés, il est proposé au préfet :

- une amende administrative ;
- de mettre l'exploitant en demeure de respecter les prescriptions concernées de son autorisation préfectorale assortie de mesures d'urgence, comprenant notamment une suspension de la réception de déchets le temps de la régularisation de non-conformités ciblées.

Enfin, un projet d'arrêté complémentaire est proposé concernant le renforcement des moyens de lutte contre l'incendie et la surveillance des eaux souterraines.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Périmètre de l'ICPE

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/04/2018, article 1.4.2 |
| Thème(s) : Illégaux, Activité en dehors du périmètre autorisé |
| Prescription contrôlée : Aucune activité relevant de la nomenclature des installations classées n'est autorisée sur la parcelle voisine A n° 313, d'une superficie de 1300 m ² . L'exploitant étant propriétaire de cette parcelle, il est toléré que la clôture périphérique visée à l'article 8.1.4 du présent arrêté soit déportée en limite de la parcelle A n° 313, dès lors que la limite entre les 2 parcelles soit matérialisée par des bornes visibles en permanence. |
| Constats : Il a été constaté l'aménagement, sur la parcelle A n°313, de cases de décantation ne disposant pas de dispositif d'étanchéité et entourées de merlons périphériques formés à partir de terre végétale (non étanche). Il a également été constaté la présence de plusieurs déversements de chargements sur cette parcelle (photos 1 à 4) ayant nécessairement conduit à l'infiltration dans les sols de déchets liquides. Cette activité est strictement interdite. Elle correspond à une activité de traitement de déchets illicite relevant de la rubrique 2791. Il est également possible que l'exploitant procède à l'enfouissement de la fraction solide sur site ce qui relève d'une activité illégale de stockage de déchets relevant de la rubrique 2760-2 (autorisation sans seuil). Demande n°1 : il est demandé à l'exploitant de cesser cette activité (dès réception du présent rapport), d'évacuer les déchets vers des filières autorisées, de réaliser un diagnostic de pollution des sols et des eaux souterraines et de remettre en état la parcelle A 313 (délai 6 mois). L'inspection propose à monsieur le Préfet de l'Orne de mettre l'exploitant en demeure sur ces différents points. L'exploitant prendra l'attache d'un bureau d'études certifié en sols pollués conformément à la réglementation en vigueur. Contacté le 18 décembre, l'exploitant a indiqué que ces merlons ont été réalisés pour récupérer les eaux de ruissellement afin de protéger le chemin qui se situe en contre-bas de la parcelle. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier |
| Proposition de délais : 15 jours |

N° 2 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/05/2021, article 1.1

Thème(s) : Situation administrative, Bilan des stocks

Prescription contrôlée :

| Rubrique | Alinéa | A, D, NC | Libellé de la rubrique (activité) | Nature de l'installation | Volume autorisé |
|----------|--------|----------|---|---|-----------------|
| 3550 | | A | Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560, avec une capacité totale supérieure à 50 t | Équipements listés à la rubrique 2718 | 190 t |
| 2716 | 1 | A | Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711 | 2 fosses de réception et décantation de matières de vidange de 50 m³ 2 fosses couvertes de stockage de matières décantées de vidange de 1000 m³ 2 cases de séchage de sédiments d'assainissement de 25 m³ 1 fosse à graisses organiques de 30 m³ | 2180 m³ |

| | | | | | |
|------|---|----|--|---|-------------------------------------|
| 2718 | 1 | A | Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719 | 1 fosse de réception et décantation d'eaux hydrocarburées de 30 t 1 fosse de stockage d'eaux hydrocarburées décantées de 30 t 1 case de séchage de boues hydrocarburées de 30 t 3 cuves aériennes horizontales de stockage de déchets dangereux autres qu'hydrocarburés (+ une quatrième cuve « pompiers » maintenue vide en permanence) de 30 t chacune 1 fosse de 10 t de récupération des eaux de lavage des véhicules | 190 t |
| 2790 | | A | Installations de traitement de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795 | Unité de traitement de déchets dangereux liquides comprenant les étapes successives suivantes : écrémage, déshuilage, neutralisation et électro-coagulation, traitement biologique, filtration finale sur charbon actif | < 10 t/j soit 3649 m³/an maximum |
| 3510 | | NC | Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes : - traitement biologique - traitement physico-chimique | | |
| 2795 | | DC | Installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R511-10, ou de déchets dangereux. La quantité d'eau mise en œuvre étant : 2) Inférieure à 20 m³/j | La quantité d'eau mise en œuvre restant limitée | < 5 m³/j |

Constats :

Une vérification des quantités maximales de déchets autorisées sur le site a été réalisée. Le bilan est le suivant :

Volumes liés à la rubrique n° 2716 (2180 m³)

2 fosses de réception et décantation de matières de vidange de 50 m³ :

- fosse de décantation des boues de station de lavage (A1 sur le plan consulté sur site) : 2 à 3 m³ de boues

- fosse de décantation des matières de vidange (A3) : environ 10 m³

2 fosses couvertes de stockage de matières décantées de vidange de 1000 m³ :

- fosse B1 : en cours de remplissage, à environ 1/3

- fosse B2 : vide

2 cases de séchage de sédiments d'assainissement de 25 m³ :

- case A5 (effluents provenant de A2) : 7 à 8 m³ de boues

- case A6 (effluents provenant de A3) : environ 14 m³ de boues

1 fosse à graisses organiques de 30 m³ (B3 sur le plan) : environ 20 m³

Volumes liés à la rubrique n° 2718 (< 190 t)

1 fosse de réception et décantation d'eaux hydrocarburées de 30 t (A2) : environ 1 m³ de boues + 4 à 5 m³ de liquide

1 fosse couverte de stockage d'eaux hydrocarburées décantées de 30 m³ soit 30 t (A7, surnageant provenant de A2) : la fosse a été vidée le matin par la société NAPOLY (chauffeur rencontré)

1 case de séchage de boues hydrocarburées de 15 m³ soit 30 t (A4, boues provenant de A2) : la case est pleine

3 cuves aériennes horizontales de stockage de déchets dangereux autres qu'hydrocarbures (+ une quatrième cuve « pompiers » maintenue vide en permanence) de 30 t chacune :

- cuve C1 : remplie à 1/3

- cuve C2 : remplie à 1/4

- cuve C3 : remplie à 1/4 cuve C4 : vide

1 fosse de 10 t de récupération des eaux de lavage des véhicules : vide

Il n'a pas été constaté de dépassement des capacités autorisées.

Autres stocks constatés

- deux conteneurs sont également présents sur le site :

* conteneur destiné à recevoir les déchets de dégrillage des matières de vidange : vide

* conteneur destiné à recevoir des lots de déchets non conformes : vide

Ces conteneurs ne sont pas identifiés sur les plans du site ni pris en compte dans les quantités maximales de déchets susceptibles d'être présentes sur le site.

Demande n°2 : L'exploitant doit porter cette modification des installations à la connaissance du préfet dans un délai de 2 mois.

- une vingtaine de conteneurs de 1 m³ étiquetés comme provenant de chez ROVAL sont stockés dans le bâtiment des engins : 7 conteneurs vides, 6 quasi-vides et 7 pleins de déchets de shampoing ou résidus de production (voir point de contrôle suivant)

L'unité de traitement des déchets dangereux n'a pas été installée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Organisation de l'établissement

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2018, article 1.4.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Stockage de déchets |
| Prescription contrôlée : Le stockage de tout déchet en transit est interdit sous le bâtiment de stationnement et maintenance des véhicules de l'entreprise. |
| Constats : Il a été constaté la présence d'une vingtaine de conteneurs (7 pleins et 13 quasi vides ou vides) servant au stockage de résidus de production de shampoing de la société Roval, au sein du bâtiment de stationnement et de maintenance des véhicules (photos 15 à 19). Le constat de la présence de déchets dans ce bâtiment a déjà été relevé lors d'une inspection le 27 janvier 2017, pour le même type de déchets. Demande n°3 : L'exploitant doit évacuer ces déchets vers une filière dûment autorisée à les recevoir (voir point de contrôle n°14). |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 15 jours |

N° 4 : Surveillance des installations

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2018, article 2.1.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des installations |
| Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation. |
| Constats : Il a été constaté que les opérations d'exploitation n'étaient pas toutes réalisées sous la surveillance d'un agent présent sur le site. En effet, l'inspection a constaté le jour de la visite que le chargement du camion d'eaux hydrocarburées par la société Napoly avait été réalisé en l'absence de tout personnel présent sur le site. L'exploitant a indiqué que l'agent qui assurait le secrétariat sur le site avait quitté ses fonctions en juin 2023 et qu'une organisation avait été mise en place pour assurer une présence sur site pour le remplacer (2 agents en substitution à raison de 1 à 2 j/semaine chacun). Manifestement, au regard des non-conformités constatées lors de cette inspection, cette organisation est insuffisante ou défaillante. Demande n°4 : L'exploitant doit renforcer son organisation, sous un délai de 15 jours, afin qu'une surveillance permanente sur le site lors des heures ouvrées, par la présence de personnel compétent et formé conformément aux dispositions de l'article 2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété, soit mise en place. Les prescriptions de l'arrêté préfectoral seront renforcées sur ce point. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Mesures d'urgence |
| Proposition de délais : 15 jours |

N° 5 : Contrôle des accès

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2018, article 8.1.4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des accès |
| Prescription contrôlée : L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. En limite ouest, la clôture peut être déportée autour de la parcelle cadastrée A n° 313, sous réserve que la délimitation ICPE soit bornée et que l'exploitant dispose de la maîtrise foncière de cette parcelle. La clôture permet d'interdire l'accès à toute personne non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. L'accès à l'établissement est réglementé. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement par une surveillance assurée en permanence ; en dehors des heures d'ouverture, un système de télésurveillance assure ce contrôle. [...] |
| Constats : Le site est clôturé et la clôture est en bon état. Le site est également sous vidéo surveillance. Il a été constaté que le portail d'accès était défectueux et qu'il n'était pas fermé en l'absence de personnel sur le site, y compris en journée. Le portail était grand ouvert lors de notre arrivée sur le site. |
| Demande n°5 : L'exploitant doit assurer la clôture complète du site en cas d'absence de personnel. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Mesures d'urgence |
| Proposition de délais : 15 jours |

N° 6 : Inventaire

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2018, article 8.1.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des stocks de déchets |
| Prescription contrôlée : L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et mélanges dangereux présents dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R.4411-73 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et mélanges, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte. L'inventaire et l'état des stocks des substances ou mélanges dangereux présents dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des mentions de danger codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour. Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours et de l'Inspection des Installations Classées. |
| Constats : Aucun document concernant les déchets présents sur le site n'a pu être consulté en séance (bordereaux, registre, résultats d'analyse de caractérisation, etc.), l'agent présent n'ayant pas accès à ces informations. Aucun inventaire n'a pu être présenté. Les fiches d'état des stocks présentes dans le classeur consulté lors de l'inspection ne sont pas renseignées ou plus renseignées depuis juin 2023. L'exploitant a indiqué que l'état des stocks était tenu à distance de façon électronique, après un appel téléphonique à Mme Piraud lors de chaque opération de dépotage ou d'empotage. L'état de ce suivi n'a pas été transmis à l'inspection des installations classées malgré notre demande le 18 décembre 2023. Demande n°6 : L'exploitant doit justifier de la réalisation d'un état des stocks des déchets présents sur le site constamment tenu à jour. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Mesures d'urgence |
| Proposition de délais : 15 jours |

N° 7 : Étanchéité des fosses, cuves et cases de stockage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2023, article 9.2.3.6 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Étanchéité des fosses, cuves et cases de stockage |
| Prescription contrôlée : L'exploitant procède, au minimum une fois par trimestre, à un contrôle visuel des cuves aériennes afin de détecter toute usure ou toute fuite. Les résultats de ces contrôles sont consignés sur un registre dédié tenu à la disposition de l'inspection. En outre, les 4 cuves aériennes font l'objet d'une épreuve hydraulique décennale avec une surpression de 50 % ou au moins 0,3 bar. L'étanchéité des fosses et cases est vérifiée au moins une fois par an, après vidange totale. Les résultats de ces contrôles sont consignés sur un registre dédié tenu à la disposition de l'inspection. |
| Constats : Il n'a pas été constaté de fuite apparente au niveau des cuves de stockage des déchets liquides dangereux, qui sont placées sur rétention. En revanche, la case maçonnée de stockage de déchets dangereux A4 présente des traces d'inétanchéité au niveau du mur mitoyen avec la case A5, outre la dégradation de la planche supérieure de fermeture de la case (photos 5 et 6). Une fuite est également identifiée au niveau du mur du fond, depuis l'extérieur de la fosse (fissure dans le béton) (photo 7). Cette situation génère un risque de pollution des déchets non dangereux présents dans la case A5 ainsi qu'un risque de pollution des sols et des eaux souterraines. La case de stockage A4 faisant partie d'un ensemble bétonné comprenant deux autres cases de stockage (A5 et A6), il y a lieu de s'interroger sur l'étanchéité de ces deux autres cases. Demande n°7 : L'exploitant doit cesser toute réception de déchets dans ces trois cases de stockage (A4, A5 et A6) et les vider dans les meilleurs délais afin de procéder à un test apportant la preuve de l'étanchéité après travaux d'étanchéité. L'exploitant apportera également les éléments justifiant de l'étanchéité de l'ensemble des autres capacités de stockage de déchets maçonnées (fosses, cases) ainsi que des cuves métalliques. Par ailleurs, en raison du risque de pollution des sols et des eaux souterraines généré par cette situation, il est proposé de renforcer les prescriptions de l'arrêté préfectoral en ce qui concerne la surveillance des eaux souterraines. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Mesures d'urgence, Prescriptions complémentaires |
| Proposition de délais : 15 jours |

N° 8 : Réseau de collecte des effluents liquides

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2018, article 4.2.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Entretien |
| Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. |
| Constats : Il a été constaté que les réseaux de collecte des eaux de ruissellement ou des eaux de toiture étaient fortement dégradés en plusieurs endroits (photos 8 à 10). Les canalisations sont en plastiques, non enterrées et non repérées, ce qui fait qu'elles sont dégradées lors des opérations d'entretien des espaces verts. Cette situation a déjà été constatée lors des inspections précédentes (constat en 2019, reconduit en 2020, voir également le point de contrôle sur le confinement des eaux d'extinction d'un incendie). Il a également été constaté que : <ul style="list-style-type: none">• l'aire étanche située devant les fosses A4 à A6 était trop petite par rapport à l'aire de manœuvre des camions qui y transitent pour de l'empotage ou du dépotage ;• le couvercle du séparateur à hydrocarbures situé à proximité de la fosse de 150 m³ était dégradé (photo 14). D'une façon générale, les installations ne sont pas maintenues en bon état. Demande n°8 : L'exploitant doit : <ul style="list-style-type: none">• réparer, identifier et protéger les réseaux de collecte des effluents liquides ;• réparer le séparateur à hydrocarbures dégradé ;• agrandir l'aire étanche située devant les fosses A4 à A6. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Mesures d'urgence |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2018, article 8.2.3.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Réserve d'eau |
| Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie dits moyens internes adaptés aux risques à défendre et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none">• des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ;• des extincteurs qui doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets. Ils sont bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Ces extincteurs feront l'objet d'un contrôle annuel ;• 1 fosse bétonnée disposant en permanence d'un volume d'eau disponible de 120 m³. Afin de s'assurer de la disponibilité du volume d'eau incendie, l'exploitant mettra en place un système visuel d'estimation du volume de la fosse et établira une procédure de contrôle afin de s'assurer du niveau d'eau et de l'étanchéité du béton. Les contrôles de niveau seront réalisés au moins une fois par semaine et leurs résultats seront renseignés dans un registre. La fosse sera entretenue, avec un curage dès que nécessaire. Les boues extraites seront traitées comme des déchets. |
| Constats : Les réserves de sable et les extincteurs n'ont pas été contrôlés lors de cette inspection. A noter toutefois que l'accès à l'extincteur situé dans le bâtiment des engins était rendu difficile de part la présence de matériel stocké devant. S'agissant de la fosse de collecte des eaux de ruissellement, il a été constaté (photo 13) : <ul style="list-style-type: none">• que le volume minimal de 120 m³, repéré par un marquage visuel, n'était pas atteint, ce qui a déjà fait l'objet d'un constat lors d'inspections précédentes ;• la présence de boues et de végétation au fond de la fosse, ce qui pourrait être préjudiciable au pompage par les pompiers en cas d'incendie et réduit le volume de la fosse. L'eau de cette fosse est utilisée pour le lavage des engins, mais également pour alimenter les hydrocureuses. Demande n°9 : L'exploitant doit procéder au curage de cette fosse très rapidement, reconstituer le volume minimal requis et mettre en place les mesures organisationnelles permettant de garantir ce niveau minimal, en attendant la mise en place d'une solution fiable. Il est proposé un renforcement des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation afin de mettre en place une solution pérenne, permettant de disposer du volume d'eau requis en toutes circonstances (réserve dédiée par exemple). |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Mesures d'urgence, Prescriptions complémentaires |
| Proposition de délais : 15 jours |

N° 10 : Confinement des eaux d'extinction d'un incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2018, article 8.5.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction d'un incendie |
| Prescription contrôlée : Les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés de manière gravitaire à un regard tampon unique, muni d'une pompe de relevage et d'un dispositif de sectionnement empêchant le rejet à la fosse 150 m ³ , en vue d'assurer leur confinement dans le bac de rétention des 4 cuves aériennes. La pompe de relevage est alimentée par une source autonome de production électrique. La capacité de confinement est au moins égale à 150 m ³ . Les organes de commande nécessaires au sectionnement et au fonctionnement de la pompe de relevage peuvent être actionnés en toutes circonstances. |
| Constats : Il a été constaté (photos 10 à 12) : <ul style="list-style-type: none">• la présence d'un regard enterré, plein d'eau, dont la présence n'est pas identifiée sur les plans du site transmis dans les différents dossiers de l'exploitant instruits ni sur le plan consulté sur site ;• la présence de canalisations reliées à la fosse de 150 m³, dont certaines sont dégradées (voir point de contrôle n°8) et dont certaines ne débouchent sur rien (réseau non terminé), équipées de deux organes de sectionnement (vannes guillotine) ;• l'absence de pompe de relevage permettant d'orienter les effluents pollués vers la rétention des cuves de stockage de déchets liquides dangereux. Il découle de cette situation l'absence de dispositif de confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie. Ce point a déjà été constaté lors des inspections de 2019 et 2020. |
| Demande n°10 : L'exploitant doit procéder aux travaux et installer les équipements nécessaires. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Mesures d'urgence |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 11 : Plan des réseaux

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2018, article 4.2.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Plan des réseaux |
| Prescription contrôlée : Un plan des réseaux (alimentation en eau, des eaux pluviales susceptibles ou non d'être polluées, des eaux usées et des eaux de procédés) est établi par l'exploitant. Il est régulièrement mis à jour notamment après chaque modification notable, daté et tenu à la disposition de l'inspection des Installations Classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Il fait apparaître : <ul style="list-style-type: none">• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...) ;• les secteurs collectés et les réseaux associés ;• les ouvrages de toutes sortes (compteurs, points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques...) ;• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). |
| Constats : Le plan consulté sur le site n'est pas à jour. Ainsi, par exemple : <ul style="list-style-type: none">• le poste de relevage des eaux d'extinction en cas d'incendie et les réseaux associés n'y sont pas indiqués ;• l'évacuation des effluents collectés par la rigole en pied des cases A4 à A6 n'est pas représentée. |
| Demande n°11 : L'exploitant doit compléter le plan des réseaux avec les deux points précités. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 12 : Rejets d'effluents liquides

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2018, article 4.3.5 (modifié par l'arrêté complémentaire du 19/05/2021 art. 1.5) |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejets d'effluents liquides |
| Prescription contrôlée : Les eaux ruisselant sur les surfaces stabilisées, susceptibles d'être polluées, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un séparateur d'hydrocarbures adéquats permettant de traiter les polluants en présence. Les eaux ruisselant sur l'aire de dépotage/empotage des déchets dangereux autres qu'eaux hydrocarbonées, également susceptibles d'être polluées, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un second séparateur d'hydrocarbures adéquats permettant de traiter les polluants en présence. Suite au traitement par ces 2 séparateurs d'hydrocarbures, ces eaux de ruissellement sont rejetées dans une fosse de 150 m ³ , puis réutilisées pour le lavage des engins, tout en veillant à maintenir un volume disponible d'au moins 120 m ³ dans la fosse, pour les besoins en cas d'incendie. [...] |
| Constats : L'utilisation à l'extérieur du site des effluents collectés dans la fosse de 150 m ³ n'est pas autorisée par l'arrêté préfectoral. Le rejet canalisé de ces effluents dans le milieu naturel n'est pas non plus autorisé. L'exploitant a déclaré utiliser ces effluents sales issus de la fosse pour les opérations de nettoyages de réseaux externes à son site (les hydro-cureuses sont préalablement remplies de ces eaux sales avant de partir en intervention). Cet usage conduit à des rejets non autorisés de ces effluents. Demande n°12 : L'exploitant doit donc : <ul style="list-style-type: none">• cesser tout rejet d'effluents liquides non autorisé par l'arrêté d'autorisation ;• le cas échéant, solliciter l'autorisation pour un tel rejet et proposer un programme de surveillance de la qualité des effluents associés. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 15 jours |

N° 13 : Registre des déchets entrants

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2023, article 9.1.2.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets entrants |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés tous les déchets reçus sur le site. Ce registre est consigné dans le dossier « installations classées » prévu au chapitre 2.6.</p> <p>Le registre des déchets entrants contient les informations prévues à l'article 1 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant doit remettre au producteur des déchets un bon de prise en charge des déchets entrants. Ce bon mentionne les informations listées sur le registre des déchets entrants.</p> <p>Dans le cas où l'exploitant s'est acquitté de l'obligation de transmission des informations au registre national des déchets prévu à l'article R.541-43 du code de l'environnement, il n'a plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre des déchets entrants. Les données présentes dans le registre national des déchets lui demeurent accessibles, de façon à ce qu'il puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Il a été constaté que l'exploitant utilisait l'application TrackDéchets depuis juin 2022, dont les données sont versées dans le registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS). Les données déclarées ont pu être consultées dans le cadre de la préparation de cette inspection. Cette utilisation pour les déchets dangereux exonère l'exploitant de l'obligation de tenue du registre des déchets entrants.</p> <p>S'agissant des matières de vidange et des autres déchets non dangereux qui ne seraient pas tracés par l'application TrackDéchets, l'exploitant est tenu de tenir un registre tel que prescrit à l'article 9.1.2.1. Ce registre n'a pas pu être consulté lors de l'inspection.</p> <p>Il ressort de l'examen des données de TrackDéchets que des déchets en provenance de l'entreprise ROVAL (matières premières, résidus de production, eaux+shampooing) sont pris en charge par la société Vissérias. Certains déchets transitent par le site (voir point de contrôle n°3), d'autres sont directement acheminés du site de production vers le site de traitement par semi-remorque. Au total 263 tonnes de déchets ont transité par le site entre le 30/11/2022 et le 22/11/2023.</p> <p>Ces déchets industriels sont classés sous le code déchets 16 03 06 « déchets d'origine organique autres que ceux visés à la rubrique 16 03 05 ». S'agissant de déchets provenant de l'industrie cosmétique, un code 07 06 xx doit être utilisé. Le registre ne mentionne pas la destination ultérieure des déchets (voir point de contrôle suivant).</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 14 : Conformité des filières d'élimination

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2018, article 5.1.4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Conformité des filières d'élimination |
| Prescription contrôlée : L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement. Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet. |
| Constats : L'exploitant a indiqué que les déchets provenant de la société ROVAL (voir point de contrôle n°13) étaient orientés vers différents méthaniseurs (Méthanagri à Messei (61), Agrigaz à Vire (14) et à Chartres (28)). La réception de ces déchets par la société Méthanagri à Messei a été confirmée. La société Méthanagri à Messei n'est pas autorisée à recevoir ce type de déchets industriels en application de l'article 2.1.1.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 novembre 2016, de même que la société Agrigaz à Vire en application de l'article 2.1.1.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 avril 2018. L'exploitant doit immédiatement cesser le transfert de ces déchets vers ces méthaniseurs et vérifier que les autres installations recevant ces déchets sont autorisées à les recevoir. De manière générale, s'agissant de déchets issus d'activités de chimie organique, la filière méthanisation n'est pas autorisée (sauf exception) à les recevoir. Demande n°13 : L'exploitant doit utiliser une filière dûment autorisée à recevoir les déchets de production en provenance de la société ROVAL (hors méthanisation). Par courriel du 19 décembre 2023, la société ROVAL a indiqué que les deux derniers départs de déchets de leur site en 2023 avaient été stockés dans une des cuves métalliques de stockage de la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, le temps qu'une solution alternative de traitement soit trouvée pour ces déchets. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 15 jours |

N° 15 : Traçabilité des déchets

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2023, article 9.1.2.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets |
| Prescription contrôlée : <p>Conformément à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du code de l'environnement, les registres d'entrée et de sortie ou le renseignement au registre national des déchets mentionnés aux articles 9.1.2.1 et 9.1.2.2 du présent arrêté assurent la traçabilité entre les déchets entrants et les déchets sortants.</p> <p>Le site est exonéré de cette obligation de traçabilité pour les déchets ayant subi une séparation de phase après regroupement ou un regroupement en cuve, ne permettant plus de relier déchets entrants et déchets sortants, compris dans la liste figurant en annexe 2 du présent arrêté. L'exploitant devient le producteur subséquent des déchets concernés. Un bilan global des matières entrantes et sortantes du site est réalisé annuellement et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Pour les déchets soumis à bordereau de suivi défini à l'article R.541-43-5 du code de l'environnement, lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'exploitant informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure. Pour les déchets exonérés de traçabilité, le type de traitement prévu doit toutefois être indiqué dans le bordereau initial.</p> |
| Constats : <p>Les déchets provenant de la société ROVAL faisant l'objet d'un simple transit, ils ne sont pas éligibles à la rupture de traçabilité autorisée par l'AP.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 15 jours |

N° 16 : Épandage

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2018, article 5.1.8.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Bilan d'épandage |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Caractéristiques de l'épandage [...]</u></p> <p><i>Jusqu'au 25 avril 2023 :</i></p> <p>Pour la capacité moyenne de traitement définie ci-avant, les quantités épandues ne dépassent pas 600 m³/an, soit 600 tonnes par an, avec un taux de matière sèche de 4,4 %. Cela représente environ 1,26 tonne d'azote à épandre par an sur une surface totale d'épandage autorisée de 109,29 hectares.</p> <p><i>Depuis le 25 avril 2023 :</i></p> <p>Pour la capacité moyenne de traitement définie ci-avant, les quantités épandues ne dépassent pas 600 m³/an, contenant un maximum de 3,34 t/an d'azote total et 4,5 t/an de matière sèche. La surface totale d'épandage autorisée est de 105,88 hectares.</p> <p><u>Programme prévisionnel, analyses et bilan [...]</u></p> <p>2° Un bilan est dressé annuellement. Ce document comprend :</p> <ul style="list-style-type: none">• les parcelles réceptrices ;• un bilan qualitatif et quantitatif des déchets épandus ;• l'exploitation du cahier d'épandage indiquant les quantités d'éléments fertilisants et d'éléments ou substances indésirables apportées sur chaque unité culturale et les résultats des analyses des sols ;• les bilans de fumure réalisés sur des parcelles de référence représentatives de chaque type de sol et de système de culture, ainsi que les conseils de fertilisation complémentaires qui en découlent ;• un suivi de l'effet de substitution apporté par les déchets sur l'utilisation d'engrais chimiques• la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale. <p>Une copie du bilan est adressée au Préfet et aux exploitants agricoles pour les parcelles qui les concernent. [...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les activités de vidange des fosses toutes eaux, bacs à graisse, puisards et fosses septiques d'assainissements non-collectifs produisent environ 3000 m³/an de matières de vidange, dont 2400 m³ sont déportés à la station d'épuration de la ville d'Argentan et 600 m³/an sont autorisées en valorisation en épandage agricole.</p> <p>Le plan d'épandage a fait l'objet d'une modification en ce qui concerne les parcelles d'épandage, actée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 avril 2023.</p> <p>Aucun bilan annuel d'épandage n'a été transmis à l'inspection des installations classées depuis 2018. L'exploitant a déclaré les données suivantes dans sa déclaration annuelle des émissions polluantes (GEREP) :</p> <ul style="list-style-type: none">• 2018 : 600 m³ avec détail des substances rejetées,• 2019 : 660 t avec détail des substances rejetées,• 2020 : pas d'épandage réalisé,• 2021 : aucune information,• 2022 : 600 t, sans détail des substances rejetées. |

| |
|---|
| Demande n°14 : L'exploitant doit transmettre un bilan des épandages réalisés depuis 2020, en justifiant de l'absence d'épandage en 2020. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 2 mois |